



MINUSCA

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
26 JANVIER 2022**

Texte

- **Charles Bambara**, Directeur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information Publique
- **Major Zouhair El Kandoussi**, porte-parole de la Force
- **Capitaine AGBA Mazalo**, porte-parole de la Police

DIRECTEUR SCPI MINUSCA

Rencontre SRSR/chef de la délégation de l'armée du Bangladesh

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a reçu en audience, le 24 janvier, le Lt-Gen. Alam Saiful, chef de la délégation de l'armée du Bangladesh qui rendait visite aux casques bleus bangladais déployés en Centrafrique au sein de la MINUSCA.

Le Représentant spécial félicite le contingent bangladais pour son travail pour la stabilisation de la République centrafricaine, sous le drapeau des Nations Unies.

Nous avons beaucoup échangé aussi sur la nécessité de faire en sorte que le travail du contingent du Bangladesh soit mieux connu, mieux apprécié par les populations à travers beaucoup d'activités civilo-militaires. A ce niveau, le Bangladesh va nous donner un hôpital de niveau 2 à Bouar, ils sont disposés également à faire d'autres offres pour un hôpital de niveau 3, une offre que nous allons soumettre à New York, et il y a aussi d'autres offres relatives à la lutte contre les engins explosifs improvisés, et je crois que le Bangladesh à ce potentiel.

Donc je voudrais remercier le Bangladesh, au nom des Nations Unies pour l'action et le travail qu'il fait en République centrafricaine », a déclaré Mankeur Ndiaye à la fin de cette audience.

Département des Affaires civiles

Protection des civils

- Au cours de la semaine sous revue, la Section des Affaires civiles a continué à revitaliser et à renforcer le mécanisme de Protection des Civiles de la mission à travers la formation et le recyclage des membres des réseaux d'alerte communautaire dans les bureaux d'Obo, Bambari et Paoua. Au cours de ces sessions, les acteurs de la sécurité nationale ont entrepris un examen conjoint de la situation sécuritaire, identifié les menaces à la protection des civils et élaboré des plans de protection communautaire.
- A ce jour, les plans de protection communautaires (PPC) sont essentiels pour que la mission puisse travailler avec les membres des différentes communautés afin d'entreprendre de manière proactive des actions préventives pour la protection de la population civile.
- Le 19 janvier, la Section des Affaires civiles de Birao a assisté le Comité sous-préfectoral afin d'examiner la situation des conflits violents liés à la transhumance. Une évaluation de la saison de transhumance dans la sous-préfecture de Birao a révélé que les 8 activités de sensibilisation facilitées par le Comité, avec l'appui de la Section des Affaires civiles dans les localités de Toumou, Bachama, Sissi, Guedé, Terfel et Boura depuis novembre 2021, ont contribué à une réduction du nombre d'incidents violents depuis le début de la saison de transhumance en cours.
- Cependant, les localités de Zaïre, Matala et Takadja ont été identifiées comme des points à haut risque de conflits violents. La

Section des Affaires civiles appuiera le déploiement d'une équipe de sensibilisation dans ces localités pour promouvoir l'utilisation d'une approche basée sur le dialogue dans la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Restauration de l'autorité de l'Etat

- Les 21 et 22 janvier, la Section des Affaires civiles, en partenariat avec la mairie de Bangui, a organisé un atelier de renforcement des capacités de 30 agents dont 8 femmes dans la gestion des archives de l'état civil dans les huit arrondissements de Bangui, Bimbo et Begoua. L'activité a été officiellement lancée par le premier vice-président de la délégation spéciale de la ville de Bangui, le directeur de cabinet et le représentant du pilier des Affaires civiles. Un certain nombre de sujets ont été abordés, notamment l'importance, la typologie et la classification des archives, complétés par d'autres modules et exercices pratiques. Cette initiative vise à améliorer la qualité des archives de l'état civil et de la prestation de services ainsi qu'à renforcer la mémoire institutionnelle de la commune de Bangui.
- A Bambari on a noté une amélioration significative de la présence des fonctionnaires et agents de l'Etat dans les préfectures de la Ouaka et de la Basse Kotto. Le 20 janvier, CAS a organisé un atelier à Tagbara avec 40 chefs de village et leaders communautaires sur la délivrance des actes de naissance. Cette activité vise à formaliser les services d'état civil dans les communautés rurales et à encourager les parents à déclarer leurs enfants à la naissance.
- Le 19 janvier, a Kaga Bandoro la Section des Affaires civiles a organisé un atelier de formation sur le leadership et la bonne gouvernance pour 30 conseillers municipaux, chefs de quartiers et de villages, dont une femme. La formation a été animée par un

cadre du ministère du Plan et a abordé des points sur la bonne gouvernance, le leadership, la décentralisation, la loi portant sur l'organisation et fonctionnement des collectivités territoriales, les attributions du maire et la gestion financière des collectivités territoriales. Un atelier similaire a été dispensé à Mala le 20 janvier, auquel ont participé 30 personnes dont une femme, et les participants ont recommandé la délivrance d'actes de naissance au niveau municipal, l'appui au déploiement des fonctionnaires et le renforcement des forces de sécurité.

- Le 21 janvier, une formation similaire a été dispensée à Sibut en présence de 30 participants, dont une femme. Au total, 93 participants ont assisté aux 3 ateliers, dont trois femmes.

Projets à impact rapide

Le 17 janvier, a Bangassou CAS et la Force de la MINUSCA ont démarré la réhabilitation du bac de Niakari conjointement avec le partenaire d'exécution du projet QIP : l'ONG COOPADEM.

Le bac a été mis à terre pour permettre le démarrage des travaux, le 18 janvier, pour une durée de deux semaines. L'importance de ce bac réside dans le fait qu'il relie la commune de Niakari dans la sous-préfecture de Bangassou, et la sous-préfecture de Bakouma, facilitant la libre circulation des personnes et des biens ainsi que d'autres activités économiques dans les deux zones administratives.

De plus, le ferry permet aux habitants des préfectures du Mbomou et de la Haute Kotto de se déplacer d'une préfecture à l'autre et c'est un raccourci pour les humanitaires se déplaçant depuis Bangassou et les zones reculées telles que Bakouma (130 Km N) et Nzacko (190 Km N) dans la préfecture de Mbomou. Le nombre total de bénéficiaires utilisant ce ferry est estimé à plus de 100 000 personnes.

+++++

Lancement d'un projet (QIPs) de construction d'un pont sur la rivière Gbanga, au Nord du Village Dilapoko (sur la route allant vers le village de Noufou), sous-préfecture de Gamboula, préfecture de la Mambéré Kadéi. L'objectif du projet est de contribuer à la protection des civils en facilitant le déroulement des patrouilles de la MINUSCA et des forces de défenses et de sécurité, faciliter le passage des acteurs humanitaires pour apporter des réponses idoines à la population vulnérable de cette zone et contribuer à la relance économique du fait que la zone de Dilapoko constitue le poumon économique de la sous-préfecture de Gamboula.

Le coût total du projet estimé à plus de 14 millions Frs CFA

SECTION DDR

Projet de réduction de la violence communautaire (CVR)

La section DDR de la MINUSCA a inauguré le jeudi 20 janvier, à Ndele, le projet de réduction de la violence communautaire (CVR) dans la préfecture du Bamingui-Bangoran. La cérémonie était présidée par le secrétaire général de la préfecture, représentant le préfet, accompagné du chef de la section DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) de la MINUSCA, et des autorités locales.

Le projet CVR qui est mis en œuvre pour la première fois dans la Bamingui -Bangoran, précisément dans les localités de Ndele, Lemena, Yangu Bridji, Barbatima, a déjà enregistré 500 bénéficiaires avec un taux de participation de 53% de femmes, soit 265 participantes. La présidente de l'OFCA (Organisation de la Femme Centrafricaine) de Ndele, Mme Martine Fandoma, a exprimé toute sa satisfaction et a remercié la MINUSCA pour cette initiative.

Signalons que plusieurs projets communautaires seront réalisés cette année dans le cadre du CVR, notamment un centre de formation vocationnel à Ndele, un poste de santé à Yangu Bridgi, trois classes d'école primaire à Barbatima, et un centre d'alphabétisation à Lemena. Par ailleurs, 5 hectares d'arbres fruitiers seront plantés par les bénéficiaires de Ndélé dans le cadre de leur activité génératrice de revenus. L'ensemble de ces projets devraient servir de vecteurs de cohésion sociale et de paix.

DIVISION des Droits de l'homme

Du 18 au 24 janvier, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a documenté dix incidents représentant 11 abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ayant affecté au moins 17 victimes. A ces dernières s'y ajoutent six incidents allégués, représentant huit violations des droits de l'homme et du droit humanitaire qui auraient affecté neuf victimes.

Le nombre d'incidents et violations documentés reste stable chaque semaine depuis le début de l'année.

La Nana-Grébizi est cette semaine la préfecture la plus affectée avec deux incidents, recoupant trois violations et ayant affecté huit victimes.

Par ailleurs, suite au plaidoyer de la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA, les détenus du Camp Roux ayant été testés positifs au Covid-19 bénéficient désormais de soins médicaux au Centre de santé du district de Bangui.

D'autre part, le 19 janvier, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA, en partenariat avec le Réseau des ONG des droits de l'homme, l'Association des femmes juristes de Centrafrique et l'Organisation des femmes centrafricaines, a organisé une session de renforcement des capacités à l'intention du Forum local des droits de l'homme de Baboua. Les participants se sont accordés sur la création d'un réseau d'alerte précoce afin de surveiller et documenter les violations et abus des droits de l'homme dans la sous-préfecture.

Enfin, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA, conjointement avec UNPOL, a organisé un atelier de renforcement des capacités de 15 leaders communautaires (dont deux femmes) de Birao en matière de violences basées sur le genre et violences sexuelles liées au conflit. Les participants ont à l'issue de cet atelier créé un Réseau local de protection des victimes et témoins de violences sexuelles liées au conflit et violences basées sur le genre.

+++++

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire centrafricain est relativement calme mais imprévisible. Cette semaine à **Bangui**, la situation sécuritaire est restée calme.

Dans la région Ouest, ce mois de janvier dans la ville de Papua, la préfecture de Ouham-Pende, trois individus non-identifiés ont attaqué et confisqué trois individus armés non identifiés ont agressé et volé un éleveur. Par la suite, les fils de la victime ont amené un présumé suspect a la gendarmerie locale. La MINUSCA a ouvert une enquête pour déterminer les responsabilités de l'individus.

La MINUSCA poursuit ses opérations de nettoyage dans la ville avec des patrouilles robustes dans la région de Bambari et met en garde les EA contre toute tentative de violence contre la population.

A ce titre, la Joint Area Domination Bambari (Opération de Dominance Bambari) est en cours d'exécution avec notamment la conduite de missions régulières dans le but de protéger la population, et de sécuriser la zone.

Il est à noter avec pertinence, que la Joint Area Domination à Bambari annonce l'organisation d'une grande journée CIMIC, activités civilo-militaires, tel que des donations, des compagnes médicales avec distributions de médicaments et d'Equipment médicaux ainsi que la distribution d'eau au profit de la population de la région de Bambari.

Dans la région Centre, à Kaga-Bandoro, dans la préfecture de Nana-Gribizi, la Force de la MINUSCA et l'UNPOL ont mené une mission d'enquête dans le village de Moro banda (87km SE de Kaga-Bandoro) et Mbrès (76km E de Kaga-Bandoro) pour vérifier l'incident de tir du 17 janvier.

L'équipe conjointe a confirmé avec les responsables locaux que des ex-combattants de la Seleka étaient venus dans le village le 16 janvier.

Après avoir été alerté la communauté locale, les soldats des FACA de Mbrès sont arrivés pour poursuivre les combattants.

Le 18 janvier, à Alindao (102 km au sud-est de Bambari), dans la préfecture de Basse-Kotto, les autorités locales ont signalé que des combattants anti-balaka de Bandadéka (125km SE de Bambari, axe Alindao-Bangassou) et des villages environnants sont arrivés. Environ 53 combattants anti-balaka avec dix armes se sont rendus aux FACA et la MINUSCA suit de près l'évolution de la situation.

La situation sécuritaire dans la **partie Est du territoire de la RCA** est restée relativement stable. Le 20 janvier, à Bria, dans la préfecture de Haute-Kotto, suite à des opérations contre l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) à Aïgbando la MINUSCA a effectué une patrouille de vérification dans le village de Mbarou (25 km au nord de Bria) sur la route d'Aïgbando.

La population locale a rapporté que, le 20 janvier, des tirs ont été entendus dans la région d'Aïgbando pendant environ 20 minutes.

Le même jour, 200 déplacés internes sont arrivés dans le village de Boungou 1 (30 km au nord de Bria) pour se réfugier aux alentours de la base opérationnelle temporaire (TOB) de la force qui suit la situation de la situation.

Le 20 janvier, à Bangassou, dans la préfecture de Mbomou, des humanitaires ont informé la MINUSCA du déplacement d'un groupe de combattants de l'UPC depuis Nzacko (185 km) vers Pombolo et Zemio (95 km au sud-ouest et 260 km à l'est de Bangassou).

ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS

Dans la région Est, le 13 janvier 22, l'unité Bataillon Rwandais a mis en œuvre le projet à impact rapide (QIP) pour construire la salle de conférence de Bria. Le 12 janvier 2022 une séance de sensibilisation a été menée par un Officer CIMIC marocain sur le rôle des femmes dans le développement social, économique et politique à Bangassou pour la mise en œuvre de la dimension genre qui est un moyen efficace pour motiver l'autonomie des femmes en République Centrafricaine. Le ZAMBATT (FET) dans les villages Bachama et Kafao dans la périphérie de Birao a entrepris un programme d'échange culturel avec les femmes locales en pour le partage de différentes cuisines indigènes et modernes.

Une équipe médicale combinée dans le village de Ngoboudoh a mené une campagne médicale pour la population locale. L'équipe médicale provenait de différents contingents (ZAMBATT, RWANDA BG, RWANDA niveau II et CAMBODIA ENGINEERING COY). Ils ont pu faire une consultation médicale pour cent cinquante (150) cas (80 enfants, 70 femmes et hommes) et leur ont donné les médicaments prescrits.

Dans la région Centre, une patrouille du contingent pakistanais a distribué des ballons de football aux enfants dans le village de Bogor sur l'Axe de Bouca.

Par ailleurs, Les spécialistes de l'hôpital de niveau 2 du Bangladesh (BANMED-8) a diagnostiqué les problèmes de 12 patients locaux et leur a donné le traitement médical approprié.

La région de l'Ouest on a eu la distribution de matériel scolaires au étudiants locaux le 6 janvier par le TOB Bangladais. Dans la semaine du 07 janvier 2022 le POB Bangladais de BOUAR à assurer une formation en informatique au profit de 13 étudiantes locales. Enfin, le BANBAT-8 a mené des activités Med-CIMIC dont 189 patients civils ont bénéficié de cette activité médicale. Sans oublier la réhabilitation des trous dans la couche d'asphalte au niveau de la piste de l'aéroport de Bouar.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

La semaine écoulée a été marquée par plusieurs activités du Chef de la composante police de la MINUSCA, le commissaire de police Christophe BIZIMUNGU.

Le 19 janvier, il a rendu visite au Directeur de L'Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) de la République centrafricaine, le Lieutenant-Colonel Paul MOYENZO AMEDEE. A cette occasion, les deux responsables, ont échangé sur les actions communes à entreprendre dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles en République Centrafricaine. En marge de cette rencontre, le chef de la composante police, s'est également entretenu avec ses collaborateurs officiers de police en colocation dans ladite structure.

Le vendredi 21 janvier, le chef de la Composante Police de la MINUSCA, a tenu une vidéoconférence avec 101 officiers de police de son entité, pour lancer une vaste campagne de prévention de la justice populaire et des détentions injustes basées sur des accusations de sorcellerie. Cette assise

assortie des échanges houleux, a permis au chef UNPOL de donner des orientations sur la conduite des prochaines enquêtes y relatives, ainsi que la possibilité de conseiller les parties nationales impliquées dans la gestion des affaires de sorcellerie à créer un cadre favorable pour gérer de telles accusations en conformité avec la loi centrafricaine.

Le 24 janvier, le chef de la Police des Nations unies en RCA a reçu à BANGUI, Monsieur Paulo SOARES, chef de la Mission de Conseil de l'Union Européenne en RCA (EUAM-RCA). Cette visite visait le renforcement des liens de coopération entre leurs institutions respectives.

Outre, les activités du Chef d'UNPOL, Le 18 janvier dernier, les UNPOL de la cellule Recrutement du Pilier Développement, ont participé à la sixième réunion du Comité Technique Mixte du Recrutement (CTMR), à la salle de réunion du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique sous la conduite du Président dudit comité. Durant cette réunion, il a été question des préparatifs pour l'organisation d'un prochain concours de recrutement des forces de sécurité intérieure.

Le 19 janvier, les UNPOL de la Coordination de la Formation et les représentants du PNUD ont successivement tenu deux rencontres à la Gendarmerie et à la Police dans le cadre de la poursuite des travaux du projet de sélection et de formation de 100 Officiers de Police Judiciaire par corporation.

Le 20 janvier, une rencontre a eu lieu à Bangui entre UNPOL, le PNUD et les deux responsables en matière des ressources humaines (RH) des Forces de Sécurité Intérieure. L'objectif était d'évaluer le scannage des dossiers individuels des FSI dans le nouveau progiciel de gestion des Ressources Humaines, financé par le PNUD.

Le 21 janvier, UNPOL représentée par la Coordination de la Réforme a participé à la réunion mensuelle des partenaires techniques et financiers (PTF), à la salle de conférence du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique. La séance, présidée par le Directeur du Cabinet représentant monsieur le ministre de l'Intérieur, a connu également la participation des Directeurs Généraux de la Police et de la Gendarmerie centrafricaines, des inspecteurs centraux et des conseillers dudit ministère, des représentants de l'Union Européenne, de l'EUAM, de l'EUTM, du PNUD et de l'Ambassade de France. Au cours de cette réunion, chaque partenaire a présenté son budget 2022, permettant ainsi, d'actualiser les informations des différentes activités des secteurs pour une bonne coordination des appuis à la réforme du secteur de la sécurité.

APPUI OPERATIONNEL

Les états-majors intégrés de la MINUSCA, à travers leurs unités de police constituées et les officiers de police individuels, conjointement avec leurs homologues des FSI, poursuivent les patrouilles diurnes et nocturnes sur différents axes, artères et carrefours sensibles de Bangui et en régions. Les unités de police constituées, continuent les missions d'escorte et de protection des hautes personnalités, du Président de l'Assemblée nationale et des Magistrats de la Cour Pénale Spéciale (CPS) en RCA.

Le 23 janvier, les unités de police constituées du Cameroun et de l'Indonésie grâce à leur véhicule watercam et les autres sapeurs-pompiers de la MINUSCA, ont circonscrit un incendie à l'Aéroport international de Bangui M'poko issu d'un feu parti des buissons jouxtant la piste.

A Bria, le 21 janvier, UNPOL a apporté son appui aux Forces de Sécurité Intérieure pour la sécurisation de la distribution de vivres à la place de la coordination des personnes déplacées du PK3. Étaient concernés, les résidents des blocs 9, 10 et 12, pour une ration alimentaire de 20 jours. Les bénéficiaires au nombre de 902 ménages, pour 94173 personnes ont reçu plusieurs denrées alimentaires.

RENFORCEMENT DE CAPACITES

En mentorat et monitoring, plusieurs thèmes ont été développés cette semaine par les officiers de police individuels de la mission au profit de leurs homologues et des populations tels que : « les détentions injustes sur la base d'accusation de sorcellerie », « la gestion des cas d'accusation de sorcellerie », « le désistement volontaire », « la détention provisoire », « les devoirs et les responsabilités du chef et du subordonné » ; « la garde à vue des enfants en conflit avec la loi », « le respect des mesures et gestes barrières contre la COVID 19».

© SCPI 2022